

En lutte contre les CRA !

**Voix et combats de
l'intérieur, solidarités
à l'extérieur
pour entraver la machine
à expulser**

décembre 2018 - février 2019

LES CENTRES DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE SONT DES PRISONS.

Lorsqu'on parle des CRA, il est important de commencer par cela : même si les textes juridiques ne les désignent pas comme tels, ce sont des lieux d'enfermement et de privation de liberté, où les violences policières, les menaces et les humiliations sont à l'ordre du jour. Les prisonniers et les prisonnières reclus.e.s derrière les murs des CRA ont été jugé.e.s coupables d'un crime particulier : celui de ne pas avoir les "bons papiers". Pour l'Etat, seul le bout de papier compte, et son absence suffit pour enfermer et expulser.

C'est là la raison d'être des CRA. Enfermer et expulser, toujours loin des regards. C'est pour cela que les CRA sont situés dans des coins paumés, éloignés de tout sauf des casernes ou des écoles de police, pour que les flics puissent intervenir rapidement en cas de révoltes. Il suffit de faire une visite à un.e copain.e détenu.e pour se rendre compte que l'isolement de ces lieux ne sert qu'à rendre davantage invisibles ceux qui y sont et dissuader la solidarité depuis l'extérieur. La solitude et l'absence des liens avec leurs proches sont calculées pour briser le moral des retenu.e.s afin de mieux les maîtriser. Dans cette brochure, nous montrerons que ce projet ne fonctionne pas toujours : les rébellions et les luttes à l'intérieur n'ont jamais cessé. A l'extérieur, des groupes s'organisent pour les soutenir, mais il reste beaucoup à faire pour que ces prisons disparaissent.

Les CRA sont des lieux d'isolement et d'abus. Mais il ne faut pas se tromper : ils ne sont pas quelque chose de complètement indépendant, d'exceptionnel par rapport au reste.

Ils sont un maillon d'une chaîne bien plus large. Cette chaîne va des relations néo-coloniales qui règlent les visas et les accords bilatéraux, jusqu'aux frontières militarisées, des centres d'hébergement et d'accueil aux prisons, des préfectures à la commission d'asile, des tribunaux aux rafles et aux contrôles au faciès dans les rues et dans les gares. Une pluralité d'acteurs font partie de ce système. Certains se disent humanitaires, d'autres sont explicitement répressifs, mais que ce soit pour trier, expulser, ou "éduquer et intégrer", ils participent tous au grand jeu de fichage et de contrôle des migrant.e.s, de leurs mouvements, de leur comportements, de leurs vies.

Les CRA sont le visage le plus explicite et brutal de la mise à l'écart des migrant.e.s "sans les bons papiers". Mais ils ne produisent pas que de l'exclusion. Ils ont pour objectif de fabriquer des travailleurs et des travailleuses toujours plus exploité.e.s, soumis au chantage continu de la réclusion et de l'expulsion. Ils sont l'outil de l'État et des patrons pour discipliner et faire baisser la tête aux prisonniers-ères, certes, mais aussi à tou.te.s ceux qui, un jour ou l'autre, pourraient se faire contrôler par des flics dans une station de métro et être renfermé.e.s. Les CRA, comme toutes les prisons, sont une menace toujours présente.

Les CRA sont aussi une source de profit pour les grosses entreprises. L'enfermement paie, comme le savent bien les différentes boîtes qui collaborent avec les forces de répression dans les centres de rétention tout comme lors des expulsions. Les entreprises qui

assurent la bouffe, la surveillance, le transport, mais aussi les guichets qui balancent les sans-pap. sont toutes des rouages de la machine à expulser. En permettant concrètement l'existence et le fonctionnement de ces lieux, elles en sont coresponsables. Pour lutter contre les CRA, on peut donc aussi s'attaquer à ces collabos.

Si on replace les centres de rétention au sein d'un système plus vaste, basé sur le profit, l'exploitation et le contrôle des migrant.e.s, les actions concrètes en soutien aux luttes en cours dans les CRA doivent être pensées en continuité avec d'autres solidarités dans les combats des migrant.e.s : pour le logement, contre les frontières, contre les violences policières. Soutenir les résistances qui existent dans les CRA n'est que l'un des points d'entrée dans le combat contre les mécanismes du racisme d'État et de la guerre contre les pauvres.

Ces mécanismes ne sont pas figés : l'ennemi est capable de les affiner et de les adapter aux formes de rébellion qu'ils produisent, pour qu'il puisse y répondre de manière toujours plus efficace. Un exemple en est la nouvelle loi "pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie" (le titre en dit long). Parmi les mesures de confinement, tri et illégalisation des migrant.e.s : les demandes d'asile ne sont plus suspensives des procédures d'expulsion (ce qui arrivait déjà dans les faits), l'enfermement "hors les murs" - c'est à dire l'assignation à résidence - se durcit, les interdictions de territoire français sont facilitées pour toutes les personnes qui ont eu un refus de titre de séjour, la double peine est applicable à encore plus de situations...Par rapport aux CRA, la rétention administrative est allongée jusqu'à 90 jours. Trois mois derrière les barreaux, voire plus si le prisonnier ou la prisonnière passent directement du CRA à la prison, et de la prison au CRA, comme c'est de plus en plus souvent le cas, sous différents prétextes. Dans la logique de ces mesures, Macron annonce que plus de 400 nouvelles places seront créées pour enfermer les étranger.e.s - et donc pour engraisser aussi les entreprises qui en profitent.

En fait si la loi se transforme, les pratiques policières et celles des tribunaux évoluent aussi. Les actes de résistance des prisonnier.e.s sont

réprimés avec une violence toujours grandissante, et la créativité de l'administration n'a pas de limites quand il s'agit de classer toute tentative de se défendre en chef d'accusation. Ainsi, la décision de ne pas collaborer activement à sa propre expulsion, que ça soit par le refus de la prise d'empreintes, le refus de signer des déclarations qu'on ne comprend pas ou qui déforment la vérité, le refus de voir son consul, ou même le simple fait de dire "non" quand on se voit proposer un vol de retour vers son pays, sont des raisons suffisantes pour que l'État colle une garde à vue à la fin de rétention, et qu'elle s'en-suive d'un nouvel enfermement, en CRA ou en prison. Parler aux passager.e.s sur un vol où l'on est expulsé.e de force devient une "entrave à une mesure d'éloignement", dénoncer les violences policières est de la "rébellion", et juste rester ensemble et s'organiser un peu trop avec d'autres retenu.e.s suffit parfois pour être transféré.e ou déporté.e d'urgence sans être prévenu.e.

Malgré tout ça, malgré les humiliations et les violences quotidiennes des matons, malgré le risque constant d'être déporté.e, la bouffe pourrie et l'isolement, malgré tous les efforts déployés pour "pacifier" les CRA, les personnes enfermées se révoltent. A partir de décembre 2018 les résistances individuelles, qui n'ont jamais cessé, deviennent de plus en plus collectives, les grèves de la faim se multiplient, se développent la solidarité entre prisonniers-ères, l'organisation entre différents CRA et les liens avec l'extérieur.

Cette brochure raconte, de manière très partielle et non-exhaustive, des moments conflictuels des deux derniers mois. Non pas pour faire le récit d'une histoire qui n'est pas encore terminée, mais pour faire circuler la parole de ceux qui luttent à l'intérieur et relayer leurs revendications, pour renforcer la solidarité à l'extérieur, pour inventer d'autres moyens qui puissent entraver la machine à expulser.

POUR EN FINIR AVEC CES PRISONS ET TOUTES LES AUTRES.

TÉMOIGNAGES

Nous avons décidé d'introduire les luttes en cours par quelques témoignages récents des personnes enfermées, afin de donner un aperçu des expériences qu'elles ont vécues et qui leur exigent, et nous exigent, de se révolter. Le choix de ces récits n'est pas basé sur un quelconque caractère exceptionnel de leur contenu, mais simplement sur les liens qui ont permis que ces histoires sortent de l'isolement carcéral et circulent aussi à l'extérieur.



D'abord je voudrais parler d'un gars qui est devant moi.

Mon pote il est malade, il est cardiaque. Toute sa famille est en France, son seul problème c'est celui des papiers. Et ça c'est la préfecture qui lui refuse année après année. Aujourd'hui il a demandé à aller à l'hôpital, ils l'ont emmené, escorté et menotté. Ils se sont mis devant la porte de l'hôpital George Pompidou (Meaux). Comme un vrai terroriste. Même le médecin de l'hôpital, D., s'est plaint du traitement des policiers.

Ici, l'infirmierie elle donne juste des dolipranes, ou des trucs psy. Si il rate le rdv de 14h avec son fils, le gars en face de moi il a pas son traitement. En plus le gars vient de me dire qu'on lui donne pas ses médocs, on lui donne pas les médocs prescrits par le docteur. [...] A cause des médicaments qu'ils lui ont donnés il a eu des problèmes. Mais du coup tous les jours son fils lui fait la visite et lui ramène des médocs mais l'infirmière lui donne pas...

Puis pour parler de l'intérieur : ça fait deux jours que les toilettes sont bouchées. Quand je me suis plaint à la Police, on m'a dit 'demande à tes amis d'arrêter de boucher les toilettes'. Les cellules sont crades, le ménage est pas fait tous les jours. [...] La douche c'est dégueulasse.

Même la bouffe pour chien est meilleure que nous ce qu'on bouffe. Au centre de rétention, même on a pas le droit de ramener de la bouffe dans les visites, on peut pas cantiner à l'offi, on peut pas acheter du shampoing. Si tu t'es pas fait arrêter avec du shampoing bah t'es dans la merde. Ici le shampoing du CRA il sert à rien. Même mon chien je le lave pas avec.

Nos vêtements ils les lavent avec de l'eau. On les met à la laverie tous ensemble. Donc si un de nous a la gale... on l'aura tous. Parce que quand nos vêtements ils nous les rendent ils sentent toujours mauvais.

L'offi ils sont toujours en retard et ça finit toujours plus tôt que c'est annoncé - 16h au lieu de 18h30. Pour la cantine : normalement c'est à 7h, mais ça à jamais commencé à 7h pile y a toujours 10 ou 20m de retard. Mais 7h30 ensuite si t'as 5m de retard, on te dit 'là c'est chaud ça va fermer, aller presse-toi et la prochaine fois tu viens à l'heure !'

Une fois le gars en face de moi il a demandé un verre d'eau pour prendre ses médocs, on lui a refusé. Une fois, mon co il a commencé à pleurer tellement il a mal (crise de foie). Ils voulaient pas l'emmener à l'hôpital. Après le départ des infirmiers, on a dû appeler les pompiers. Les pompiers au début voulaient pas trop venir ils ont proposé aux keufs de l'amener à l'hôpital. Avant de pouvoir partir il a dû gueuler, taper au mur etc.... faire tout un film pour qu'il parte. Et en plus, si on avait pas appelé les pompiers il serait jamais parti. Après, ils ont cherché à savoir qui avait appelé les pompiers. 'Qui a appelé ? Qui a appelé ?' On leur a dit personne, juste y a un malade, faut l'amener.

Moi j'avais une tubeuse, je l'ai ramenée avec moi dès mon arrestation. Après la fouille, on m'a autorisé à la prendre avec moi. Après y a eu une fouille y a une semaine où ils ont tout retourné, tout démonté. Et là on me dit c'est interdit la tubeuse. D'où tu changes la loi en 3 semaines ?

Les policiers ils disent 'ouai ça pue ça pue'. Ils lavent pas nos vêtements, leur savon sert à rien et après ils disent on pue ?

Avant la grève de la faim ils fermaient la porte à 20h. Maintenant ils re-respectent la règle. Mardi soir on a manifesté et depuis c'est à nouveau 22h comme quand je suis arrivé.

Aujourd'hui ils ont ramené une meuf avec son fils de 3 mois... et son fils est malade.. ils l'ont mis en centre de rétention. Aujourd'hui je l'ai vu dans le couloir j'ai eu le cœur brisé. Je l'ai vu dans le couloir j'ai joué avec le petit... Qu'est ce qu'elle a fait ? Elle est pas humaine ? Elle est pas née en France c'est tout. Ils mettent un petit de trois mois en prison. Il va devenir quoi ? C'est sûr pas président...

Y a des choses qui font mal...

Ici, ils font des vols cachés... ils attachent comme des chiens... ils scotchent... j'ai vu des trucs ça choque. Je connais un gars, le 45e jour ils l'ont amené de force... cagoulé, casqué scotché de la tête aux pieds...

Le copain il est grave malade... il peut pas prendre ses médocs au bled. En plus ils l'ont amené de manière illégale. Normalement il a fait sa demande d'asile pour annuler le dernier vol, normalement ils doivent attendre... là ils ont pas attendu la réponse ils l'ont emmené quand même.

Sans parler bien sûr des flics, c'est pas tous, qui essayent de nous provoquer. Toujours. Tous les

jours. Y en a des sympa mais y a des groupes. Ils te mettent une étoile sur ton nom. Genre dangereux à surveiller, genre comme si t'as une fiche S. Et ça ils les emmènent de force.

Le gars en face de moi, ils l'ont amené au juge menotté... il a parlé au juge menotté. C'est un père de famille... sa fille est comptable mais ici ils s'en foutent, genre il est extrêmement dangereux.

Y a aucune activité, t'as le droit à rien. Il te donnent une nourriture, elle est pourrie. Et t'as pas le droit de faire sortir la nourriture. Tout reste à la cantine. Si t'as besoin de quelques chose va l'acheter mais ici tu peux rien faire rentrer.

Les infirmières là je leur ai dit j'ai plus de lunettes, elle me dit 'tu peux prendre un rdv d'ici un mois, un mois et demi'. Je portais mes lentilles quand je me suis fait arrêter... forcément je les ai pas récupérées elles sont à l'hôtel...

Aujourd'hui ils nous ont ramené de la purée sèche... on l'a jetée. Tu sais qu'y a plein de religions... Nous on jette on mange rien on mange que des salades. Un plateau par personne, t'as pas le droit d'ajouter quoi que ce soit. 2 petits pains... Juste on te garde vivant...

Normalement ça continue...



Mesnil-Amelot, 11/01/19

“

Hier soir, j'ai eu un caillou au rein et je suis allé à l'hôpital. Direct après au retour c'est au mitard en bas. Direct alors que j'ai rien fait. De 2h du matin à 14h aujourd'hui ils m'ont mis au mitard. Ici c'est de l'esclavage... c'est même pire.

Depuis la prison on m'a amené ici... On est 20 au plus, c'est un p'tit centre. J'ai fait 2 ans de prison... Ils auraient du m'expulser direct mais ils ont rien sur moi. Ni passeport et tout. J'ai dit au juge que même le consulat avait rien dit. Du coup si je suis pas reconnu il s'passe quoi?

”

Plaisir, 25/01/19



J'espère que vous avez remarqué que même pendant qu'on était là en train de vous parler [au téléphone] la police est rentrée juste pour voir 'si on est là'. Est-ce que dans un milieu comme ça quelqu'un peut venir tomber ici par sa propre volonté si on l'avait pas attrapé emmené ?

Donc on a même pas une liberté de parler, on a peur, même là les numéros sont enregistrés, on risque, on ne sait pas si nous sommes écoutées ou pas.

Et puis ce sont des chambres de filles, on peut pas d'abord frapper avant, pour savoir, si on était en train de se changer ? Donc ils peuvent nous voir même dans des conditions où l'homme ne peut pas regarder la femme si c'est pas sa femme, donc il y a pas d'intimité, il y a pas le respect [...] C'est traumatisant en fait. Tu viens de quelque part, on te dit que 'centre de rétention', on a pas dit 'la prison'. Mais tu es traumatisée, au milieu de la nuit on rentre dans la chambre ! Et puis on voit les gens qu'on escorte ici, pendant que tu vois le cas de l'autre tu te dis que peut-être moi ça sera plus pire !

On défend les téléphones avec caméra pour peut-être ne pas filmer ce qui se passe ici. Mais on nous dit qu'ici on ne tape pas, on ne frappe, mais moi depuis que je suis arrivée ici à mon deuxième jour j'ai vu comment on était en train de bastonner quelqu'un ! Pour une femme, on vient appeler une femme, les policiers peuvent venir quatre. Juste pour t'accompagner même devant le juge ou bien... Ça t'effraie. Avant de passer devant le juge on t'enferme dans une prison où parce que tu es là, tu n'as plus le courage, que tu sois désespérée, peut-être que tu avais des idées pour aller argumenter, du coup avant que tu passes devant le juge si tu es enfermée quelque part et tu sais pas c'est où, dans une maison où il y a pas de lumière, devant la porte c'est clos, mais il y a quatre policiers en attente, pour une seule fille ! [...]

Centre de rétention ça veut dire qu'il y a eu un couac par rapport à nos documents de voyage. Mais pourquoi, pour une personne qui peut se justifier peut-être, vous le traumatisez comme ça ? Et puis, au milieu où nous sommes, il y a pas de téléphone compatible à l'internet pour faire peut-être recours pour le document qui te manque ! Il y a que deux bureaux ici qui s'en occupent, et pour combien de personnes en attente ? Le bureau ouvre à 10 heures et ferme à 12 heures, puis à 14 heures pour fermer à 17 heures. Donc parfois tu es déjà là dans la queue et on te reçoit pas. Tu ne peux pas faire recours, tu es là le téléphone n'est pas compatible, vous savez maintenant les choses se passent à l'internet ! Mais maintenant que tu te retrouves dans un pays lointain, tu as un papier que tu veux demander pour venir compléter, pour justifier, tu ne peux pas, à qui tu vas t'adresser ? Tu ne peux pas ! On a bloqué tous les moyens là, donc on sait pas comment on va évoluer. On fait qu'ajouter les 28 jours, et 28 jours c'est comme si c'était le lendemain, dans les 28 jours on bloque pas le jour où il y aura le vol pour ton pays. Donc en fait t'es en cours de procédure pour chercher ce que tu veux pour que tu t'en sortes, on programme un vol, même si demain tu vas aller rencontrer le juge. Aujourd'hui s'ils sont venus t'appeler ils t'attachent, donc il y a pas de communication... et de toute façon, on doit prévenir d'abord !

S'il y a possibilité de soulèvement ou bien de venir nous écouter un par un sans qu'il y a tout le temps quelqu'un qui va venir nous effrayer pour nous empêcher de dire toute la véritable vérité, nous on est prêtes ! [...] On est traumatisées, vous savez parfois on saigne comme ça, parce que tu vois quelque chose qui te plaît pas, tu coules les règles qui n'étaient pas programmées !



Mesnil-Amelot, bloc des femmes, 23/01/19

“

C'était cool que ce soir y ait eu des gens de CRA à la radio. J'ai écouté. Partout c'est la merde. Mais ici aussi il s'est passé des trucs de fou. Faut le dire. C'est important.

Hier les flics ont ramené un gars sur son lit inconscient. On a crié pour qu'il soit amené à l'hôpital. Ils nous ont dit 'tranquille, il va aller mieux c'est rien'. Le gars il a même pas vu un médecin mais une infirmière ! D'où elle sait ? La police elle m'a dit : 'T'es médecin? Non alors pourquoi tu parles?'

J crois y a pas besoin d'être médecin pour voir quand quelqu'un va mal.

Ici c'est ouf ce qu'il se passe.

Y a un gars ils l'ont renvoyé chez lui avec un faux laisser passer ! Comment on fait s'ils font ça? J'ai eu mon premier vol l'autre jour. J'arrive à l'aéroport et là ont me renvoie direct au CRA. Parce qu'y avait pas de laisser passer .. Ça se voyait les keufs de la PAF ils avaient la rage... Ils m'ont ramené au CRA. Mais pourquoi ils font ça? Ils savent très bien quand ils m'envoient là-bas ce qui se passe. C'est pour te torturer l'esprit. Je leur ai dit que ça devait pas être considéré comme un refus de vol, parce que c'est leur faute.

Mais ici c'est un truc de ouf. Tous les jours il se passe des trucs...

”

Vincennes, 25/01/19

“

En fait c'est la merde ici là. Y a rien. On peut rentrer rien du tout. Des vêtements. Du manger.

Rien du tout. Tu peux faire rien du tout.

Même une promenade. Tu peux pas sortir pour une promenade, t'es enfermé 24 sur 24. On te fait sortir juste pour le ménage. Sitôt après nous faire rentrer. C'est banal ici. Franchement c'est quelque chose pour nous. On est dans la merde. Y a pas de promenade y a rien. Pas dans la chambre. Dans la cour. Y a un couloir t as vu, on reste dans le couloir. Même ma famille veut rentrer des trucs pour manger et elle peut rien rentrer.

Même le réseau y a pas t'as vu.

C'est la merde ici. On est 6 dans la chambre ou 7. On est 7 dans la chambre. En plus y a rien à manger. Ils mettent des trucs. Des fois on peut même pas manger. Des fois on meurt de faim. En fait pour acheter à manger, y a que des biscuits, des trucs bidons, pas des trucs biens.

Y a rien. Rien.

”

Oissel, 18/02/19

“

Les policiers qui m'ont interpellé m'ont dit qu'y avait eu rébellion. Le flic il était en civil, et au début du contrôle il m'a étranglé. Normal je me défends, non? En plus on voyait pas son brassard au début.

J'suis mineur et on me considère comme majeur et ça c'est un problème.

Les avocats ils nous parlent 10 minutes avant l'audience et après c'est limite ils parlent pas à l'audience. Genre le mien a dit deux phrases à la barre, et après il a rigolé avec la préfecture et le juge...

Le vrai problème ici c'est les vols cachés. Comment tu peux te préparer sinon? On fait comment ? On rentre au pays avec des affaires sales. C'est normal ça?

”

Mesnil-Amelot, 20/01/19



Je suis mère de deux enfants, j'ai été condamnée à 4 ans de prison depuis 2014. J'ai été condamné à 6 ans de prison, mais j'ai fait 4 ans, avec la réduction de peine moi j'ai fait 4 ans et 2 mois. Et j'ai accouché ma fille en prison. Maintenant mon fils est resté en Allemagne [...]

Et quand j'ai accouché ma fille, à 18 mois ils l'ont fait sortir de la prison. Et j'ai pas vu mon fils jusqu'à maintenant, et ma fille, quand ils l'ont fait sortir, on a signé un contrat avec une assistante sociale, quand j'allais finir mes peines, à la sortie de la prison, ils allaient me remettre mon enfant. Et à la sortie de la prison, quand j'ai fini ma peine, à la sortie de la prison, à ma grande surprise, je vois la police qui me prend et qui m'envoie dans un centre de rétention administrative, sans mon fils, et sans ma fille ! Et je suis arrivée, tout de suite j'ai demandé : 'Mais pourquoi on m'amène ici, j'ai déjà fini mes peines, et on m'amène encore dans un centre de rétention !'. Et on me fait savoir qu'on va me renvoyer dans mon pays d'origine, sans mes enfants...

Et la préfecture aussi, la préfecture a voulu m'éloigner de ma fille et de mon fils. Mais pourtant, quand j'ai accouché en prison j'ai fait trois jours de coma, et je me sentais pas bien, je suivais des soins là-bas. Encore au centre de rétention, je me sens pas bien. Parce que... avec la nourriture, la manière qu'on nous traite...[...]

Quand le juge m'a libérée, j'ai décidé d'acheter les cadeaux pour mon enfant j'étais tellement contente. Parce que le 13 ma fille va faire 4 ans, moi j'étais contente, j'ai dit 'ma fille, t'inquiète pas, maman va sortir demain'. Quand je sors, j'ai vu les policiers, ils ont décidé d'appeler les policiers pour moi. [...] J'ai souffert, j'ai fait tous les quatre ans pour mon enfant, j'ai pas fait ça pour rien, j'ai décidé que dès que ça s'est fini je vais passer ma vie avec mes enfants. [...] Mais ils ont décidé de tout faire pour m'envoyer moi dans mon pays sans mon fils et sans ma fille.



Mesnil-Amelot, bloc des femmes, 23/01/19



Y a une des nôtres là. Elle a fait 45 jours. On s'attendait à sa libération. Vu qu'ils ont pas affiché son vol. On a pensé qu'elle allait être libérée.

Sauf que ce matin tôt les policiers sont venus dans les chambres. Ils criaient: 'C'est elle ? C'est elle ?' Ils ont commencé à regarder les cartes. 'C'est elle ? C'est elle ?'

Quand ils l'ont trouvée, ils l'ont prise : 'Prépare tes affaires !' Elle a demandé à aller aux toilettes. On lui a dit non. Elle a demandé à aller se brosser les dents, on lui a dit non.

On lui a dit 'Non, tu pars maintenant !' Elle a pleuré. Ils l'ont attrapée.

Ça nous a fait mal.



Mesnil-Amelot, bloc des femmes, 06/02/19

COMMUNIQUÉS, GRÈVES DE LA FAIM.

ACTIONS COLLECTIVES À L'INTÉRIEUR ET À L'EXTÉRIEUR

Depuis quelques mois, les mouvements de résistance et de révolte dans les CRA se multiplient. Les récits qui suivront concerneront surtout certains CRA d'Ile de France et de Normandie, que les auteurs-trices de cette brochure ont pu suivre de plus près. Néanmoins, des développements similaires ont eu lieu dans d'autres lieux d'enfermement des étrangers en France, car la situation des prisonnier.e.s est partout invivable, les injustices et les violences intolérables, et ce n'est jamais le désir de se rebeller qui manque, seulement les conditions de possibilité de l'organisation. L'assemblage présenté ici réunit plusieurs modalités de discours : les quelques témoignages individuels précédents, pour montrer brièvement à quel point l'enfermement dans un CRA est brutal et humiliant ; suivent ci-dessous la plupart des communiqués que les personnes enfermées ont pu diffuser à l'extérieur, car une lutte collective a surgi des souffrances individuelles, et cette lutte se poursuit ; et des courts comptes rendus des moments forts de mobilisation comme les parloirs sauvages, tels qu'il ont été vécus à l'extérieur et à l'intérieur.

Le but de ces textes est d'abord de montrer comment la résistance en CRA s'organise et s'intensifie depuis décembre 2018, d'autant plus qu'en 2019 la nouvelle loi asile et immigration a doublé la durée d'enfermement et accru toutes les formes de répression. Mais ce qu'ils illustrent aussi c'est que différentes formes de soutien à l'extérieur aident les copain.e.s enfermé.e.s à pouvoir mieux se coordonner, à garder une continuité dans leurs luttes - alors que les liens en CRA sont souvent de courte durée, vu le broyage continu de la machine à expulser -, et à rendre visible leur combat quand tout est fait pour qu'il reste loin des regards. L'action à l'extérieur montre aussi à l'Etat répressif qu'on n'est pas indifférent.e.s, que nos copain.e.s ne sont pas seul.e.s, et que ceux qui se battent des deux côtés des murs de ces prisons luttent ensemble, et partagent un même élan et désir de liberté.

Les formes de résistance des prisonnier.e.s sont multiples. Individuelles, elles se manifestent tous les jours - des petites entourloupes qui trompent la vigilance des flics, aux actes héroïques, en passant par des actions désespérées comme l'automutilation, elles sont toutes légitimes face à la violence de l'enfermement et de la déportation. Collectives, elles se multiplient en ce moment : partage des stratégies

entre personnes enfermées, communiqués transmis à l'extérieur, grèves de la faim, tentatives de résistance collective aux expulsions, actions coordonnées entre différents bâtiments et différents CRA, manifestations simultanées entre l'extérieur et l'intérieur, émeutes, tentatives d'incendie et autres. Pour les retenu.e.s, ce n'est pas les idées ni la détermination qui manquent, par contre là où le soutien de l'extérieur est essentiel c'est dans la diffusion de leurs revendications, l'appui coordonné avec leurs actions, les renforts parfois très concrets qui leur permettent de résister aussi matériellement...

Un blog, abaslescra.noblogs.org, a été mis en ligne pour relayer les témoignages et les communiqués de l'intérieur, ainsi que d'autres nouvelles des luttes en CRA. Il est actualisé régulièrement. La plupart des textes choisis pour cette brochure sont accessibles à cette adresse, ainsi que d'autres.

Des réunions régulières rassemblent maintenant en région parisienne des personnes qui veulent soutenir activement ces mouvements de révolte. Dans Paris et sa banlieue, on peut lire sur les murs les communiqués des retenu.e.s qui ont été collés un peu partout, et qu'il faudra diffuser toujours plus.

Plusieurs parloirs sauvages ont eu lieu en janvier et février aux CRA de Vincennes et de Mesnil Amelot, et ça va pas s'arrêter tant que des copain.e.s seront toujours enfermé.e.s !

Une grande manifestation est prévue à Paris le 3 mars, départ à Gare du Nord à 14h, pour montrer en grand nombre notre soutien à ceux qui combattent contre les papiers, les prisons et les frontières à l'intérieur des centres de rétention.

Ensuite, le combat doit continuer, en prenant en compte tous les maillons de la chaîne

: la justice et la police qui main dans la main enferment et expulsent, les structures pseudo-humanitaires qui participent au tri et à l'exclusion des migrant.e.s, les entreprises qui en profitent pour faire du fric sur la souffrance des retenu.e.s et celles qui préparent l'amplification de la répression par la construction de nouveaux CRA.

Tout cela en cultivant la force des liens entre l'extérieur et l'intérieur, et en prenant comme exemple la détermination et la rage de nos copain.e.s qui sont encore entre les murs des CRA.

**CONTRE LES RAFLES ET LES EXPULSIONS
CONTRE LES FRONTIERES ET L'ENFERMEMENT**

LIBERTE POUR TOUS.TES

MANIFESTATION CONTRE LES CENTRES DE RÉTENTION



**DIMANCHE 3 MARS - 14H
GARE DU NORD**

Le 14 décembre 2018, une grève de la faim collective est décidée par certains retenus du CRA2 de Vincennes, et ce même groupe de prisonniers en révolte transmet un communiqué, afin que leurs revendications soient connues à l'extérieur.

Malgré sa courte durée, cette première action de lutte soutenue à trouver un écho à l'extérieur donne le ton pour les deux mois qui suivent, où plein d'autres communiqués vont sortir des différents CRA, toujours de pair avec d'autres stratégies de résistance à l'intérieur. D'une part, il est très probable qu'il y ait eu des mouvements de révolte en CRA qui sont passés inaperçus auparavant par manque de contact avec l'extérieur – d'où tout l'intérêt de renforcer les liens avec nos copain.e.s enfermées. De l'autre, le fait d'aider les personnes retenues à prendre contact entre différents centres, et de leur transmettre les revendications d'autres prisonnier.e.s dans la même situation, les encourage à communiquer plus et à s'organiser pour faire sortir leur parole. Chaque nouveau communiqué et chaque action collective ont eu un effet catalyseur pour ceux qui ont suivi, et maintenant une transmission des luttes commence à se mettre en place dans les CRA de Mesnil et Vincennes, pour pouvoir mieux résister à l'appareil répressif.

COMMUNIQUÉ DE VINCENNES, LE 14 DÉCEMBRE 2018

Nous sommes des prisonniers en centre de rétention administrative de Vincennes, en banlieue parisienne.

Nous demandons l'application du droit pour ceux et celles qui veulent partir au pays, un vrai accès au soin quand c'est nécessaire et la poursuite des traitements pour celles et ceux qui en ont besoin.

Nous demandons surtout la libération de tous les enfermés.

Nous ne sommes pas enfermés pour ce que nous avons fait mais pour ce que l'état a décidé que nous serons : des sans papiers.

À la prison de Vincennes, et même avant pendant les arrestations ou au commissariat, la violence qu'elle soit physique ou morale est quotidienne.

Nous refusons la manière dont les gens sont déportés de force, souvent très violemme

Récemment encore un prisonnier a été tabassé avant que la police tente de le déporter.

Quand quelqu'un n'a plus aucune solution sauf celle de se faire du mal pour être libéré, il n'a accès à aucun soin, n'est pas emmené à l'hôpital.

Ici tous les jours, on nous rappelle qu'on est rien pour l'Etat français.

Contre l'enfermement parce qu'on est sans papiers, un enfermement qui détruit nos vies et enferme aussi nos familles et nos proches avec nous.

Le 3 janvier 2019, juste après le passage de la nouvelle loi asile et immigration qui double la durée d'enfermement en CRA, et suite à une série de déportations violentes, les prisonniers du même bâtiment de Vincennes recommencent une grève de la faim, plus suivie. En même temps ils sortent un communiqué plus long avec des revendications plus précises, le fruit des discussions dont le cercle s'élargit au fur à mesure que la solidarité grandit au sein du CRA. On le reproduit ici :

COMMUNIQUÉ DE VINCENNES, LE 3 JANVIER 2019

Nous sommes des retenus du centre de rétention administrative de Vincennes en banlieue parisienne.

Nous demandons la libération de tous les prisonniers, l'application de l'égalité entre tout le monde : On est comme tous le monde.

Aujourd'hui 3 janvier 2019, nous, 27 retenus du centre de rétention (du bâtiment 2A) se sont mis en grève de la faim pour demander la libération tout de suite de tout le monde. Nous savons que d'autres enfermés dans au moins un autre bâtiment sont eux aussi en grève de la faim (il paraît au moins une quinzaine).

On a tous une histoire différente, qu'on soit travailleur, étudiant depuis peu en France ou vivant ici depuis presque 20 ans... Et on a tous le droit de vivre ici, où on a nos attaches. Mais nous sommes enfermés dans ce centre de rétention.

Si on s'est mis aujourd'hui en grève de la faim c'est aussi pour dénoncer tout ce qui se passe dans cette prison. Ces derniers jours il y a eu beaucoup de vols cachés et violents. Des anciens d'ici nous ont raconté qu'il y a plusieurs années la police, ici, était déjà violente. Il y a eu des copains tabassés puis déportés en étant casqués, bâillonnés et scotchés. Il y a eu des copains drogués qui se sont réveillés de retour dans un pays où ils ne connaissaient plus grand monde.

Les policiers ne respectent la loi que quand c'est contre nous, même quand légalement on devrait être libéré, souvent le juge n'en a rien à foutre et la police te déporte quand même. La police comme toujours elle s'en fout, et l'État français aide. Si l'État n'était pas d'accord et si les businessmen faisaient pas d'argent tout ça ne marcherait pas.

Ce centre de rétention, il est sale, les toilettes et les douches elles sont dégueulasses. La bouffe, elle est immonde.

Nous revendiquons:

La libération de tous les prisonniers
Être respectés et traités dignement, on est pas des chiens
La fermeture de ce CRA, qui a des gros problèmes d'hygiène
Le respect de l'égalité entre tout le monde
La fin des violences policières
La fin des vols cachés et violents
De la bonne nourriture
Un véritable accès aux soins

Si on s'est mis en grève de la faim, c'est parce que quand on est allé voir les assos pour se plaindre on nous a dit qu'y avait rien à faire.

Nous allons continuer notre grève demain et les prochains jours nous appelons un maximum de monde à nous soutenir dehors. On en a marre d'être traités comme des chiens !

Les retenus du bâtiment 2 A

PREMIER PARLOIR SAUVAGE À VINCENNES LE 7 JANVIER !

Pour les soutenir, un rassemblement a eu lieu à Vincennes quelques jours après, en coordination avec les prisonniers, pour leur montrer qu'ils n'étaient pas tout seuls et rappeler aux flics que la résistance et la solidarité s'organisent aussi à l'extérieur ! Le soir du 7 janvier, ça manifestait en même temps dedans (aux bâtiments 2A et 2B) et dehors, et des mots d'encouragement et de lutte volaient par dessus les murs dans les deux sens.

Une soixantaine de manifestant.es se sont réuni.e.s à Joinville le Pont, et le cortège s'est ébranlé vers 18h en occupant la route menant au CRA. Les flics présents en force, avec des maîtres chiens, ont dissuadé les manifestant.e.s de s'approcher trop près des grilles. Pourtant la communication a été établie avec les copains de l'intérieur, dans un grand enthousiasme des deux côtés. Sur le retour vers le RER, les flics se sont jetés sur un participant pacifique, qu'ils ont matraqué tout en gazant ceux qui tentaient de s'interposer. La répression a été encore plus violente dans le CRA.

On retranscrit ici des témoignages des deux côtés de ce soir-là.

Un gréviste de la faim du bâtiment 2B, à l'époque en grève depuis 6 jours suite à des violences policières :

« J'ai entendu tout le monde crier mais la porte de ma cellule était bloquée. Alors je me suis mis à taper dessus. Quand les flics l'ont ouverte, la porte, qui est blindée, a cogné ma tête. Vu qu'ils m'avaient tapé la tête la semaine dernière quand ils m'ont tabassé, j'ai eu peur que ce soit grave.

Eux ils me disaient 'y a pas de sang, c'est rien!'. Alors que pas besoin d'être médecin pour savoir que quand c'est une hémorragie interne y a pas de sang visible... Alors j'ai tapé à la porte encore et encore en demandant à aller à l'infirmerie. Au bout d'un moment ils sont revenus et m'ont ramené devant l'infirmerie. Pendant 2h... RIEN ! Du coup je me remets à taper sur des portes et à faire du bruit. Et là... vie de ma mère, y a 5 flics qui me prennent et me mettent dans la cellule d'isolement. Là c'est comme d'hab, ils te provoquent... te cherchent... et se mettent à t'humilier.

Non mais vie de ma mère j'avais jamais ressenti ça comme humiliation ! Tu sais c'est la troisième fois qu'ils m'agressent comme ça ici. Et là ils m'ont tapé à plusieurs. J'ai la tête toute gonflée... j'ai mal partout. Après ils m'ont ramené dans le bâtiment et j'ai toujours pas vu l'infirmière.

Par contre y avait beaucoup de bruit dans le bâtiment. Tout le monde était très content. »

Pour mieux comprendre : ce copain était en grève de la faim depuis quelques jours, avec quelques autres ils avaient exigé de voir l'IGPN (« la police des polices ») pour enregistrer leurs plaintes pour les violences policières subies au CRA et de pouvoir aller à l'hôpital pour se faire soigner. Le jour de la manifestation il avait pu aller à l'hôpital, deux jours avant de se plaindre à l'IGPN... Le mardi 8 à 8h du matin, six flics sont venus le prendre pour le déporter de force.

Du bâtiment 2A, cet écho nous est parvenu :

« Nous aussi on a fait du bruit ici. On a manifesté ici ! Y a eu beaucoup de monde qui ont refusé de manger.

Hé les gars... Faut s'occuper des ambassades aussi ! C'est eux qui font les laisser passer ! Y a pas que l'État français contre nous. »

Après la manif un message tournait à l'extérieur :

« Des nouvelles de la manifestation d'hier: un cortège d'une soixantaine de personnes est allée crier sa solidarité avec les grévistes de la faim du CRA2.

Des slogans appelant à la liberté de tou.te.s gueulé.e.s de l'intérieur et de l'extérieur en même temps !

Ça a pas mal bougé a l'intérieur et le 8 janvier le nombre de gréviste de la faim a encore augmenté !

A l'extérieur une interpellation a eu lieu quand on repartait. On tient au courant pour organiser la solidarité pour le copain !

A l'intérieur, au moins un copain tabassé par les flics pendant que les prisonniers manifestaient. Ce copain a été déporté ce matin, 8 janvier a 8h. »

CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES, EN SOUTIEN AUX GRÉVISTES DE LA FAIM !

Depuis le jeudi 3 janvier 25 retenus du bâtiment 2A sont en grève de la faim pour exiger la fin des violences policières et la libération de tous le monde tout de suite. Des grèves isolées face aux violences policières, face aux déportations et face aux vies que l'état essaie de briser. Nous relayons ici leur communiqué :

NOUS SOMMES DES RETENUS DU CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE DE VINCENNES, EN BANLIEUE PARISIENNE.

NOUS DEMANDONS LA LIBÉRATION DE TOUS LES PRISONNIERS, L'APPLICATION DE L'ÉGALITÉ ENTRE TOUS LE MONDE : ON EST COMME TOUS LE MONDE.

AUJOURD'HUI, 3 JANVIER 2019, NOUS, 27 RETENUS DU CENTRE DE RÉTENTION (DU BATIMENT 2A), NOUS SOMMES MIS EN GRÈVE DE LA FAIM POUR DEMANDER LA LIBÉRATION TOUT DE SUITE DE TOUT LE MONDE.

NOUS SAVONS QUE D'AUTRES ENFERMÉS DANS AU MOINS UN AUTRE BATIMENT SONT EUX AUSSI EN GRÈVE DE LA FAIM (IL PARAÎT AU MOINS UNE QUINZAINE).

ON A TOUS UNE HISTOIRE DIFFÉRENTE, QU'ON SOIT TRAVAILLEUR, ÉTUDIANT DEPUIS PEU EN FRANCE OU VIVANT ICI DEPUIS PRESQUE 20 ANS.. ET ON A TOUS LE DROIT DE VIVRE ICI, OÙ ON A NOS ATTACHES. MAIS NOUS SOMMES ENFERMÉS DANS CE CENTRE DE RÉTENTION.

SI ON S'EST MIS AUJOURD'HUI EN GRÈVE DE LA FAIM C'EST AUSSI POUR DÉNONCER TOUT CE QUI SE PASSE DANS CETTE PRISON. CES DERNIERS JOURS IL Y A EU BEAUCOUP DE VOLS CACHÉS ET VIOLENTS. DES ANCIENS D'ICI NOUS ON RACONTÉ QU'IL Y A PLUSIEURS ANNÉES LA POLICE, ICI, ÉTAIT DÉJÀ VIOLENTE.

IL Y A EU DES COPAINS TABASSÉS PUIS DÉPORTÉS EN ÉTANT CASQUÉ, BAILLONNÉ ET SCOTCHÉ. IL Y A EU DES COPAINS DROGUÉS QUI SE SONT REVEILLÉS DE RETOUR DANS UN PAYS OÙ ILS NE CONNAISSAIENT PLUS GRAND MONDE. LES POLICIERS NE RESPECTENT LA LOI QUE QUAND C'EST CONTRE NOUS, MÊME QUAND LÉGALEMENT ON DEVRAIT ÊTRE LIBÉRÉ SOUVENT LE JUGE N'EN A RIEN A FOUTRE ET LA POLICE TE DÉPORTE QUAND MÊME. LA POLICE COMME TOUJOURS ELLE S'EN FOUT, ET L'ÉTAT FRANÇAIS AIDE. SI L'ÉTAT N'ÉTAIT PAS D'ACCORD ET SI LES BIZNESMAN FAISAIENT PAS D'ARGENT TOUT CA NE MARCHERAIT PAS.

CE CENTRE DE RÉTENTION, IL EST SALE, LES TOILETTES ET LES DOUCHES ELLES SONT DÉGUEULASSES. LA BOUFFE, ELLE EST IMMONDE.

NOUS REVENDIQUONS:

- LA LIBÉRATION DE TOUS LES PRISONNIERS
- ÊTRE RESPECTÉ ET TRAITÉ DIGNEMENT, ON EST PAS DES CHIENS
- LA FERMETURE DE CE CRA, QUI A DES GROS PROBLÈMES D'HYGIÈNES.

- LE RESPECT DE L'ÉGALITÉ ENTRE TOUS LE MONDE
- LA FIN DES VIOLENCES POLICIÈRES
- LA FIN DES VOLS CACHÉS ET VIOLENTS
- DE LA BONNE NOURRITURE
- UN VÉRITABLE ACCÈS AU SOIN

SI ON S'EST MIS EN GRÈVE DE LA FAIM, C'EST PARCE QUE QUAND ON EST ALLÉ VOIR LES ASSOS POUR SE PLAINDRE ON NOUS A DIT QU'Y AVAIT RIEN A FAIRE. NOUS ALLONS CONTINUER NOTRE GRÈVE DEMAIN ET LES PROCHAINS JOURS NOUS APPELONS UN MAXIMUM DE MONDE A NOUS SOUTENIR DEHORS.

ON EN A MARRE D'ÊTRE TRAITÉS COMME DES CHIENS !

LES RETENUS DU BATIMENT 2 A
LE 03/01/2019

**RENDEZ VOUS LUNDI 18H À JOINVILLE-LE PONT
(SORTIE 1, RER A DIRECTION BOISSY ST LÉGER)**

Les retenus ont décidé de continuer leurs grève de la faim jusqu'à dimanche.
Lundi c'est de l'extérieur que la lutte continuera pour montrer notre solidarité !

A BAS LES CENTRES DE RÉTENTIONS !
abaslescra.noblog.org
anticra@riseup.net

Une fois que la grève de la faim avait éclaté à Vincennes, la répression des grévistes a été féroce, et les déportations ou les transferts vers d'autres CRA ont presque fait cesser la grève dans le bâtiment 2B. Au bâtiment 2A ils ont continué à tenir bon encore un moment malgré toutes les intimidations, et plusieurs personnes ont rejoint le groupe des grévistes au lendemain de la manifestation de solidarité du 7 janvier. Les communications entre différents CRA ou au moins la diffusion des revendications des différents collectifs de prisonnier.e.s ont petit à petit commencé à se mettre en place, et le 9 janvier des prisonnier.e.s du CRA2 de Mesnil-Amelot sont rentrés en contact avec l'extérieur pour annoncer une grève de la faim presque à l'unanimité, et faire sortir un premier communiqué, qu'on reproduit ici :

COMMUNIQUÉ DU CRA2 DE MESNIL AMELOT 09/01/19

Nous, retenus du centre de rétention administratif n°2 de Mesnil Amelot (près de l'aéroport Charles de Gaulles en Île de France), avons décidé avant le repas du soir du 8 janvier de nous mettre en grève de la faim pour au moins deux jours.

Nous avons appelé le CRA 3 et le bâtiment des femmes à faire pareil dès demain matin. [coordination qui s'est brièvement réalisée]

Ici les conditions d'enfermement sont désastreuses, la nourriture est immonde. Ici pour aller à l'infirmerie il faut faire la queue alors qu'il fait très froid à cause de l'hiver. Ici les infirmiers sont arrogants et généralement ils donnent que du doliprane, même quand t'as quelque chose de cassé ils te font pas de bandage... Ils te donnent juste de la crème.

Ici les policiers font la loi. Si tu te plains tu vas direct à l'isolement. Ici y a plein de gens qui ont subi ce qu'on appelle la double peine : condamnés à de la prison et à leur sortie directement ramenés en centre de rétention.

En centre de rétention si tu refuses de donner tes empreintes ou d'aller voir le consul tu peux prendre 135 jours de centre presque d'affilée ou faire plusieurs mois de prison entre deux placements en CRA.

Au bâtiment des femmes une prisonnière a été violée par un policier avant les fêtes de fin d'année. **Rien n'a été fait pour elle.**

A Mesnil-Amelot, il y a souvent des vols cachés, tôt le matin. Il y a l'isolement où tu peux être enfermé avant le vol. Y a tous ces anciens retenus qui ont été renvoyés de force, casqués et scotchés.

Récemment 4 Guinéens ont été ramenés de force par une grosse escorte dans un charter à l'aéroport du Bourget. Ils sont partis chercher 5 autres guinéens à Bordeaux, et les ont déportés tous en Guinée.

On exige la fin des vols cachés, la fin des déportations violentes et l'interdiction d'utiliser des charter pour déporter.

Pendant toute ta durée de rétention on te change pas ta couverture. Même en prison c'est plus propre... c'est dire. Ici on peut pas cantiner ou attendre en espérant avoir une activité : y en a pas.

Ici le droit n'existe pas, encore moins qu'en taule et pourtant on parle bien de la prison... Avant d'arriver ici tu peux pas savoir ce que c'est.

On en a marre du racisme quotidien de la police. Toutes ces pressions et humiliations sont là pour briser notre moral : celui des retenus.

On appelle les autres retenus de France à lutter avec nous contre l'enfermement pour 3 mois juste parce qu'on est sans papier ! On appelle à de la solidarité à l'extérieur !

Liberté pour tous !

Les retenus du centre de rétention n°2 de Mesnil-Amelot le 08 janvier au soir.

Après Mesnil, la lutte dans les centres de rétention a continué à s'amplifier ! Le 11 janvier c'était au tour du centre de rétention de Oissel (Normandie) de partir en grève de la faim. Les keufs avaient bien compris le danger d'une grève de la faim qui s'étendait de CRA en CRA. A Oissel, celui qu'ils considéraient être un leader a été plusieurs fois convoqué par le chef du CRA pour lui mettre des coups de pression : interdiction de visites s'il ne se remettait pas à manger, transfert punitif à Marseille loin de sa famille... Deux autres retenus ont été placés à l'isolement au CRA après avoir refusé le repas.

Les prisonniers de Oissel ont aussi raconté une violence qu'on passe souvent sous silence : les agressions sexuelles des policiers. Dans le communiqué de Mesnil aussi, les prisonniers témoignaient pour une victime d'un viol policier déjà déportée.

Contre toutes ces oppressions, les retenus de Oissel ont également décidé de demander aux soutiens de l'extérieur de circuler un communiqué pour embraser la lutte dedans et dehors :

COMMUNIQUÉ DE OISSEL LE 11 JANVIER 2019

Aujourd'hui 11 janvier, nous rejoignons nous aussi la lutte dans les centres de rétention contre les conditions d'enfermement et les violences policières quotidiennes. Nous sommes déjà presque 40 en grève de la faim.

Sur les conditions d'enfermement ici y a beaucoup à dire. Déjà la bouffe n'est pas bonne, rien n'est propre. Quand on mange, les policiers ils nous regardent et utilisent leurs smartphones. On a l'impression qu'ils nous snap, ce qui est sûr c'est qu'ils se moquent de nous.

Hier à un vieux gars d'ici qui mangeait lentement, les policiers lui ont mis la pression pour qu'il finisse plus vite: 'Hé India ! Hé India ! Dégage ! Il te reste plus qu'une minute !'

Ici on nous respecte pas. Pour boire de l'eau c'est aux toilettes.

Si tu tombes malade, c'est qui qui te soigne? Pas la police en tout cas!

On nous traite comme des animaux, et pendant les visites la porte continue d'être ouverte et les policiers continuent de nous écouter. Ils continuent de nous empêcher tout contact avec nos proches, même de faire la bise à ta femme.

Ici il y a eu des histoires de viols pendant la fouille.

On a décidé de pas tout casser. Parce qu'on veut pas se faire accuser d'ancien taulard vénéral, pourtant y a de quoi ici. Ici tu peux même pas cantiner et la bouffe est vraiment dégueulasse.

Ici il y a plein de profils différents : travailleurs, ceux avec un titre de séjour d'un autre pays européen mais que l'État veut quand même déporter au pays. Puis y a plein de nationalités enfermées !

Chez les femmes aussi, là-bas c'est la galère.

Même quand t'as ton passeport et que tu veux rentrer... Bah il se passe rien et on te laisse à galérer. Nous ici on comprend rien.

Hier on a parlé avec Mesnil Amelot. Là bas aussi c'est le système du bon et mauvais flic. Nous aussi on va lutter avec eux !

Ici, à Oissel, on nous a déjà gazé dans le bâtiment. Hier ils ont voulu prendre des contacts dans des smartphones en fouille... pour voir de quel pays on pouvait venir. C'est totalement illégal !

Ici il y a beaucoup de gens, ils se coupent les veines, on doit appeler nous-mêmes l'ambulance. Et quand elle arrive, la police, la seule chose qu'elle veut savoir c'est qui a appelé. Et les flics nous engueulent.

Y a un gars ici, il a des problèmes aux reins et il pisse du sang. Elle a fait quoi la police? Elle lui a donné un doliprane. De toute façon à l'infirmerie c'est soit doliprane soit drogue.

Pour la justice... Même quand y a des vices de procédure on nous libère pas. On nous donne des

numéros pour connaître nos droits. Personne n'a jamais répondu.

Après le premier communiqué, on avait vu le chef du centre. On avait décidé d'être gentils mais ça sert à rien.

Ce qu'on vit c'est le néo-colonialisme. La France a colonisé nos pays avant et maintenant ça...

Nous on a toutes nos attaches ici : parents, copines, pote, famille.

On nous dit que si on nous libère on va s'enfuir. Mais on va s'enfuir où? Y en a ici ils sont venus pour demander la protection à l'État français... Et là c'est la protection qui t'enferme !

Y en a marre de tout ça !

Nous les enfermés on voit plus nos proches, les allers retours CRA-Prison-CRA empirent encore tout ça. On va pas passer notre vie à être enfermés !

On appelle les autres centres de rétention à rentrer en grève de la faim avec nous et ceux de Vincennes et Mesnil en banlieue parisienne !

Les retenus du CRA de Oissel le 11/01/2019



D'autres communiqués ne cessent pas de sortir dans les semaines qui suivent, on en retranscrit encore quelques-uns. La suite des communiqués apporte toujours plus d'informations et de revendications, car les prisonnier.e.s sont de plus en plus soudé.e.s, la parole se libère, et beaucoup de problèmes communs à tou.te.s sont débattus et on décide de les dénoncer collectivement.

COMMUNIQUÉ DU CRA3 DE MESNIL AMELOT 18/01/19

On est des retenus du CRA 3 de Mesnil Amelot. Et on veut dénoncer ce qu'il se passe.

On t'attache comme un animal ici quand on te renvoie.

Par rapport au centre y a trop de problème : les toilettes, la nourriture, les douches...

Mais le plus important c'est les vols cachés.

On demande de pouvoir vraiment déposer l'asile quand on le souhaite.

Rien ne va ici.

Tous les cas sont différents mais pour tous c'est le problème : la préfecture.

Les policiers nous maltraitent ici. Y'a pas de vrais médecins quand t'es vraiment malade, c'est des dolipranes qu'on te donne. Quand t'es malade, on peut t'arrêter quand tu vas à l'hôpital, et après tu es entre leurs mains. Et ici on te donne un doliprane.

On se fait attraper partout : en allant à l'hôpital, en partant de chez soi, dans les transports.

On demande que le respect et la liberté !

On demande aussi au préfet de dire à ses policiers de bien se tenir.

Les vols cachés ici, c'est un vrai problème : on t'attache, parfois on te casque.

La vie qu'on vit ici n'est pas possible.

On demande la fin de la procédure Dublin, des procédures accélérées, la fin des assignations à résidence.

La nourriture est limite périmée quand on te la file. La bouffe date de 5 jours et il la réchauffent au micro ondes. Y'en a plein ici qui n'arrivent même pas à manger.

Faut arrêter de nous parler du pays des droits de l'homme, c'est la France qui a colonisé chez nous. Les Français qui vivent chez nous, ne finissent pas en centres de rétention.

C'est au niveau de l'État, du juge et des procs qu'on veut nous renvoyer. Ils s'en foutent de nous. Ils nous ramènent direct ici et on oublie ton histoire.

Les avocats commis d'office ne font pas leur boulot. Les juges te disent juste "prolongé"! Le juge est toujours du côté du préfet.

On demande :

Un VRAI accès aux soins

La fin de la procédure Dublin et des procédures accélérées

La fin des vols cachés

De la bonne nourriture

La fin des assignations à résidence

La liberté pour tous

On appelle tous les retenus en CRA à lutter comme c'est possible et à un maximum de solidarité a l'extérieur !

Des retenus du CRA 3

COMMUNIQUÉ DU CRA2 DE MESNIL AMELOT DU 25/01/19

Ici à Mesnil Amelot 2, nous les retenus nous plaignons des problèmes suivants :

1. Le tribunal et les avocats

Ici il y a l'annexe du TGI de Meaux. Le centre de rétention a un tribunal à l'intérieur, c'est tellement facile comme ça ! Dès que tu es resté un jour ici, tu es sûr que tu vas rester pour au moins 28 jours. Quand on te ramène au tribunal le premier jour, la juge des libertés et des détentions n'écoute personne, donne à tout le monde 28 jours de rétention. Elle regarde même pas que tu as une carte de séjour en cours de validité d'un pays d'Europe, le but c'est de te renvoyer au pays. L'avocat d'office, dans une journée il aura dix cas, il ne sert à rien. Parfois on te donne à signer des papiers, tu comprends même pas ce que c'est, et ils ne donnent pas à tout le monde les interprètes dont ils auraient besoin. De toute façon, l'avocat d'office, le juge, les flics ils sont tous pareils, ils manigancent tout à l'intérieur juste pour que tu restes enfermé et que tu sois déporté après.

Les retenus qui ont la possibilité de payer un bon avocat sont vite libérés, parce que si tu as un vrai avocat il va signaler un vice de procédure. Dans quasiment tout les cas il y a des vices de procédure, ils respectent pas leurs propres règlements. Si on regarde chaque détenu, au cas par cas, la procédure n'est jamais vraiment respectée. Souvent l'administration fait des magouilles avec les papiers, change les dates et les déclarations comme ça les arrange. Mais la plupart des détenus n'ont pas du tout les moyens d'avoir un avocat, alors ils vont rester enfermés ici à attendre l'expulsion. Ce n'est pas du tout les détails de ta situation qui comptent après tout, c'est juste l'argent qui fait la différence.

En plus, les retenus qui sont là, quand ils ont rendez-vous au tribunal à 8h ils peuvent rester là-bas jusqu'à 22h, juste à attendre une décision pour être libérés ou faire 28 jours ici – et la plupart du temps c'est 28 jours. La nourriture qu'on te donne là c'est juste 2 petits pains, un yaourt, une petite bouteille d'eau, une petite salade, et aussi dégueulasse qu'en CRA.

Aussi, il arrive tout le temps que l'audience au tribunal et le vol soit programmés le même jour, alors parfois on pense aller voir le juge et en fait on est ramené à l'aéroport !

2. Les papiers d'autres pays européens et les visas ne sont pas pris en compte.

Il y a tout le temps des gens qui ont des titres de séjours européens qu'on veut pas prendre en compte. Juste ces derniers jours, des personnes qui ont montré de titres italiens ou hongrois, on a quand même essayé de les renvoyer direct dans leur pays d'origine, alors que selon la loi ils devraient pouvoir rester en Europe. Soit on calcule pas ces titres de séjour, soit parfois les flics te les prennent et on te les rend plus jamais.

Aussi, il y a des gens qui arrivent à l'aéroport avec un visa français, pourtant ils sont mis en ZAPI et après envoyé en CRA. Alors, ça veut dire quoi ? Que la France ne reconnaît pas les papiers délivrés par ses propres représentants à l'étranger ? Qu'elle révoque ses ambassadeurs dans ce cas-là !

Les gens qui arrivent avec un visa et veulent faire une demande d'asile, on leur donne pas le droit de le faire en liberté. Et en plus ici, quand on fait la demande d'asile en CRA on devrait avoir cinq jours pour pouvoir compléter son dossier et apporter les éléments. Mais maintenant on ne respecte plus du tout ça, on déporte des gens qui viennent tout juste de faire leur demande.

Et quand tu veux voir la Cimade, c'est juste une heure par jour et ils font rentrer deux ou trois personnes, pas plus, c'est pas assez vu les situations compliquées de chacun !

3. Les intimidations et les provocations

Les flics nous provoquent tout le temps, ils cherchent tous les prétextes pour nous faire réagir, pour ensuite invoquer n'importe quel règlement et nous sanctionner. Les règles changent tout le temps, et à l'intérieur et pour les parloirs, rien n'est clair, c'est fait exprès pour que tu pètes les plombs. Tu leur dis bonjour, ils t'appellent « madame » alors que t'es un homme, juste pour t'énerver. Ils font des fouilles pour nous intimider, et nous obligent à rester dehors dans le froid. Aujo-

urd'hui, sous prétexte de nettoyage, on nous a fait sortir de nos chambres dehors, sous la neige, pendant presque une heure. Et on n'a même pas vraiment nettoyé – tes draps ne sont jamais changés pendant tout le temps que tu passes en CRA !

C'est les mêmes personnes qui nous donnent à manger et qui nettoient, alors que normalement c'est des entreprises différentes. Nous on pense qu'il y a anguille sous roche, parce que ces gens aussi cherchent à nous provoquer et balancent tout aux flics. Il y a quelques jours, pendant la grève de la faim, on a fouillé dans les cellules et on a confisqué tous les petits bouts de pain que certains cachaient (ils en avaient besoin pour prendre certains médicaments), pour les obliger de prendre le repas à la cantine.

Pourquoi ils interdisent les smartphones ? La seule raison c'est la peur de la vérité ! Les flics ont peur que, si on filme, tout le monde va savoir ce qui se passe à l'intérieur. Les smartphones c'est notre seul moyen de nous défendre contre les abus et les provocations, ils veulent pas nous laisser cette défense !

4. Il y a plus de gens que des places

On arrête pas de ramener de nouvelles personnes, alors il n'y a même plus assez de nourriture. Les retenus ne mangent pas tous le même repas. La nourriture pour un repas n'est pas suffisante, alors les derniers qui arrivent reçoivent de la nourriture moins bonne. Le CRA reçoit toujours la même quantité de nourriture, mais à l'intérieur il y a plus de gens que le nombre maximum de places.

A ce moment même, ils sont en train de chercher des matelas pour les nouveaux parce qu'il y en a plus assez. Déjà depuis un moment il n'y a plus assez de lits, des gens dorment par terre sur un matelas, sans même un oreiller. Maintenant même les matelas vont manquer.

5. Les conditions de vie inhumaines

La bouffe qu'on nous donne ici est dégueulasse, et même si tu veux en acheter aux machines, elles sont cassées depuis longtemps et on les répare jamais. Et maintenant, souvent, on n'autorise plus les colis de nourriture et boisson qu'on nous apporte de l'extérieur.

On n'a rien à faire toute la journée, ils nous laissent même pas le droit d'avoir un ballon pour jouer au foot dans la cour ; ils nous ont donné des balles en mousse pour bébé, on nous respecte vraiment pas ! Les téléphones sont cassés, pareil on les répare pas.

Il fait tout le temps très froid, surtout chez les femmes, alors qu'il y a souvent des femmes enceintes en CRA. C'est inhumain de leur faire subir ça ! Et les couvertures, en plus d'être sales, ne sont pas suffisantes pour l'hiver.

6. L'acharnement des autorités

Ici, tous les gens sont différents mais les autorités s'en fichent de leur histoire et ne cherchent pas à comprendre les problèmes ou la vie de chacun. La seule chose qu'on a en commun, pourquoi on est mis là, c'est qu'on veut se débarrasser de nous et nous déporter. Au lieu d'essayer d'aider chaque personne dans sa situation, on essaie de nous bloquer pour qu'on sorte plus jamais avant qu'on soit déportés. Déjà c'est inacceptable que beaucoup d'entre nous enchaînent les séjours en CRA, ou le CRA direct après la prison. Parfois tu as fait tes 45 jours de CRA et on a pas réussi à te déporter, alors on invente quelque chose pour te mettre en garde à vue et te renvoyer à nouveau en CRA après. Même il y a des fois où ça leur sert à rien, ton consul ne veut pas donner le laissez passer, mais eux ils veulent te garder enfermé quand même ! Pour ceux qui sortent de prison, ils ont déjà payé pour ce qu'ils ont fait, alors pourquoi les enfermer à nouveau ? Et en plus, parfois tu penses sortir de la prison et ils te ramènent au CRA sans même te prévenir à l'avance, alors que tu croyais être libre !

Nous voulons que les gens sachent que ce qui se passe ici ce n'est pas juste notre problème, c'est un problème de toute la société. Il faut comprendre que si aujourd'hui en France on accepte que des personnes soit traitées comme ça, c'est toute la société qui devrait être transformée !

Le 25.01.2019

PARLOIRS SAUVAGES À VINCENNES ET MESNIL AMELOT LE 21 ET 23 JANVIER

Pour appuyer les mouvements concomitants dans plusieurs CRA vers la fin du mois de janvier, les soutiens de l'extérieur se sont motivés pour donner la pêche au retenu.e.s, et la semaine du 21 janvier a été particulièrement intense, avec deux parloirs sauvages, le lundi 21 à Vincennes et le mercredi 23 à Mesnil. On met ici à nouveau en parallèle les récits qui nous sont parvenus des deux côtés des murs de ces prisons.

A Vincennes le 21/01, à l'extérieur :

Nous sommes une soixantaine de personnes à la sortie de la gare RER de Joinville. Deux bagnoles de police nous y attendent. On part en cortège avec une banderole en tête "Nous danserons sur les cendres de rétention". Une voiture de flics nous suit.

Au premier croisement, les flics tentent de nous dissuader d'avancer en direction de l'arrière du CRA, et nous intimement de tourner à droite vers l'avant du centre où nous ne pouvons être entendu.e.s des personnes à l'intérieur.

Après une ou deux minutes d'indécision, nous décidons de continuer à avancer malgré les flics et d'occuper la route. Ils tentent de nous en empêcher, mais sont trop peu nombreux. Quelques personnes passent, puis c'est tout le cortège qui déborde la petite dizaine de flics en prenant toute la route.

Ils tentent à plusieurs reprises de nous bloquer, mais n'y parviennent jamais. Le cortège est trop mobile pour eux. Des personnes se faufilent entre les keufs, qui tentent de les rattraper, pendant que d'autres changent de voie. Débordés, ils utilisent souvent leurs gazeuses, mais cela n'y change rien. Une camionnette de police tente de faire barrage, mais nous parvenons à la dépasser elle aussi et arrivons à portée de voix du Centre de rétention. La ligne de flics face à nous (maintenant plus nombreux, armés de LBD et de quelques chiens) ne nous empêche pas de nous faire entendre de l'intérieur. "Liberté pour toutes ! avec ou sans papiers !", "Pierre par pierre, mur par mur, nous détruirons les centres de rétention !", "Les CRA en feu, les condés au milieu !", "Solidarité avec les sans-papiers", "Houria ! Liberté ! Azadi !" "Ni police, ni charité ! Vive la lutte des sans-papiers !". Ils nous entendent et nous les entendons. Nous gueulons ainsi pendant un bon quart-d'heure, avant de repartir. Les flics avancent et se rapprochent de plus en plus. Une fois sur la route, ils nous poussent sur le trottoir. Ils finissent par nous nasser sur une butte à proximité de la route. Quelques unes ont réussi à esquiver la nasse, et se sont rassemblées à proximité.

Les flics nous proposent de quitter la nasse, individuellement ou en petits groupes. A l'exception d'une ou deux personnes, nous refusons de nous séparer. Après plus d'une heure de nasse, ils décident de nous raccompagner à la gare RER. Nous repartons tous te.s ensemble en enjambant les portiques.

Parfois la simple présence de flics nous dissuade d'emblée d'aller au bout de nos envies, surestimant les moyens qu'ils ont d'empêcher que nos actions aient lieu. De tels exemples montrent qu'il ne faut pas se résigner trop précipitamment, mais plutôt tenter le coup et peut-être y arriver. C'est ce qui nous a permis, cette fois, de réussir notre coup et de nous faire entendre des prisonnier.e.s.

Et à l'intérieur, où malheureusement l'intimidation par les flics était très forte :

« On a entendu du bruit et on est tous sorti peu à peu. On s'est mis à crier. Mais vite y a eu la police. Ils étaient nombreux, ils nous ont crié : 'RENTREZ DANS LES BATIMENTS !'. On avait pas trop envie de se faire taper alors je suis rentré vite. »

« Pour moi c'était bien. J'ai pu crier et faire du bruit. Par contre y a plusieurs gars qui se sont fait taper je crois. Ils parlent pas français alors je sais pas trop ce qui s'est passé. »

A Mesnil, le 23/01, quelques impressions, d'abord de l'extérieur :

A une quinzaine, on est allé gueuler notre solidarité avec les prisonnier.e.s du Mesnil-Amelot. C'était le soir, on a pu traverser le champs enneigés derrière le centre tranquillement et crier pendant quelques minutes. En nous entendant les copain.e.s enfermés.e.s au CRA2 ont commencé une manif. Des deux côtés du murs ça gueulait "liberté!" Après quelques minutes à crier tou.te.s ensemble on est reparti sans croiser de keufs. A l'intérieur les hauts parleurs et les sirènes hurlaient... Solidarité avec ceux a l'intérieur !

Et dans le CRA de Mesnil :

« On a entendu crier LIBERTE ! On est tous sorti pour crier liberté. Les policiers sont venus et ont fermé les portes. C'est le moment où faut pas être violent en premier. On a continué à crier liberté. Des co ont commencé à jouer avec de la neige et là les flics ont voulu nous faire rentrer en étant violents.

Ils ont dit que dehors y avait 5 personnes. On leur a dit que nous on s'en foutait, même si y avait que deux personnes on était content. En fait ils sont faibles, c'est pour ça qu'ils mentent tout le temps.

Nous ça nous a fait du bien de pouvoir manifester en même temps qu'à l'extérieur, de pas être tout seuls.

Même dans les chambres on entendait ! C'était trop stylé ! Après ça on a tous beaucoup trop bien dormi, beaucoup mieux que d'habitude au centre. On a plus la confiance. Faut qu'on continue maintenant. »

« En fait, avant-hier, il y a des sympathisants, des gens bienveillants, à qui on communique de temps en temps pour leur expliquer notre situation aussi, eux aussi ils ont fait une manifestation dehors. Genre, dire aux policiers et aux autorités que ce qu'ils font ici c'est illégal. Donc nous, on était dans nos cellules et dans la salle télé, la salle de détente. Donc nous, on a entendu le bruit, on est sorti, on a entendu qu'il y a des gens qui manifestent dehors. Donc nous on s'est mobilisés, on a fait en sorte que eux aussi ils nous entendent. Mais dès qu'on a commencé à dire 'Liberté, libérez-nous !' et à leur dire 'on vous entend !', les flics ils sont venus, ils nous ont menacés, ils ont fermé la porte, et ils ont commencé à dire des menaces : 'Vous pouvez crier, vous pouvez faire ce qui bon vous semble, mais soyez pas violents, soyez pas agressifs !'. Qui est agressif ici ? Il y a personne qui est agressif. Mais c'était juste pour commander, pour qu'on réponde, pour qu'ils nous font du mal. »

Vers la fin du mois, un communiqué sort aussi du centre de rétention de Plaisir, plus petit et où l'organisation avec l'extérieur est plus difficile car assez excentré. Pourtant les copains de l'intérieur ne manquent pas de motivation ! Leur communiqué était un même temps un témoignage, comme les visites là-bas sont rares et trop d'histoires devaient sortir.

Voici leurs paroles qu'on relaie :

COMMUNIQUÉ DE PLAISIR LE 27 JANVIER 2019

Ici nous on vit mal. Même la nourriture n'est pas bonne. Ils profitent de leur force de policiers, ils nous traitent mal. Ici il y a des gens qui sont malades, ils n'ont rien fait pour eux, ils n'ont même pas appelé le psy ou le psychiatre alors qu'ils ne dorment pas la nuit. Pour certains c'est leur première prison ici, y'en a qui se sont fait arrêter sur un contrôle d'identité, d'autres parce qu'ils sortent de prison. Ils ont rien fait ici pour nous, ils nous ont maltraité. C'est très sale, le nettoyage il est pas bien fait.

On sait pas. On est dans la merde, ils nous traitent mal, déjà, pourquoi on est là ? Parce qu'on a pas de papiers ? Y'en a, c'est la première fois qu'ils attrapent. Y'a ceux pour qui on déclare les heures de vol, y'a ceux qu'on vient chercher à 4h du matin. Y'en a un, ils l'ont pris à l'aéroport, ils l'ont scotché direct, maintenant il est tombé malade. Ils l'ont amené à l'hôpital hier, et après, mitard. Y'a deux jours, il a vomi partout, même pas ils nettoient, y'a encore le vomi deux jours après. Franchement si tout ça c'est pas du racisme, on, sait pas ce que c'est. En fait si, c'est du racisme.

Les gens d'ici, ils les prennent pour des cons, ici c'est pas un centre, c'est une garde à vue, on est dans un grand poste de police, et à l'intérieur, y'a le centre. La vie ici c'est comme une GAV classique, il y a tellement de trucs qui se passent à l'intérieur, il faut vraiment que notre voix elle sorte, en même temps, y'a rien de spécial, c'est toujours la merde. Ils te punissent avec la bouffe, ils te punissent avec la torture mentale, ils te punissent avec leur hypocrisie. Ils font genre ils sont humains, mais ils sont contents que ça se passe. Ça ne peut que s'empirer, ça ne peut pas aller mieux. Le petit déjeuner ici, c'est de 7h à 7h30, à 7h31, y a plus de petit déjeuner. On dirait que c'est une grève de la faim forcée. Les gens ils attendent la gamelle toute la journée.

Y'a un gars, le 27/01 c'était son 45e jours, à 15h15, il était libre, mais à 11h15, ils l'ont déporté. Le copain dont on parle, l'interphone l'a convoqué à l'infirmerie, là y'a trois personnes qui l'attendaient, ils lui ont mis trois ceintures, une pour les mains, une pour les pieds, une autre autour de la taille. Ils l'ont tapé dans la voiture et ils lui ont dit "sale arabe, rentre chez toi". Ici y en a ils ont fait plus de 24 mois de prison et ils les ont ramenés ici. C'est leur politique de bâtards.

Même on s'est embrouillé avec eux aujourd'hui parce que la promenade elle est trop sale. Faudrait au moins laver une fois par semaine. C'est grave. On leur a dit même une fois par mois. Ils ont dit non ils ont rigolé. Ils nous parlent de façon minable.

Comme on dit, la police elle est partout, la justice elle est nulle part. Force à tous les potos de Vincennes et d'ailleurs, tout ça va pas durer !

Des prisonniers du centre de rétention de Plaisir, en Ile de France

ENCORE UN PARLOIR SAUVAGE À MESNIL AMELOT LE 6 FÉVRIER !

Parce que le premier parloir sauvage à Mesnil Amelot avait fait tant plaisir aux copains-copines de l'intérieur, mais aussi parce qu'on n'avait pas entendu aussi bien du côté du CRA3 que du CRA2 la première fois, un autre parloir a été organisé en soutien aux retenu.e.s en lutte le 6 février. Voici encore un court récit de celui-ci, rédigé tout de suite après la manif :

La lutte continue dans le CRA du Mesnil Amelot, malgré la répression très forte contre la solidarité des retenu.e.s. Un incendie a éclaté à l'intérieur du CRA2 samedi 2 février, et lundi une personne accusée de l'avoir provoqué passait au tribunal, depuis ni ses proches ni les autres retenus n'ont eu de nouvelles.

A l'extérieur on ne lâche rien. Mercredi 6 février, on est parti.e.s déters au CRA du Mesnil-Amelot pour montrer notre soutien aux retenu.e.s et notre volonté de voir enfin la destruction totale de la machine à expulser et de toutes les prisons !

Des deux côtés des murs d'enceinte du CRA s'est fait entendre l'agitation aux cris de : *Liberté pour tou.te.s avec ou sans papiers ! Huriya ! Freedom ! Azadie ! Ni police, ni charité, vive la lutte des sans-papiers ! Solidarité avec les sans-papiers...* Et bien sûr : *Brique par brique et mur par mur, nous détruirons les centres de rétention* (ou sa variante : nous détruirons toutes les prisons) ! Dans le CRA3 les prisonniers ont manifesté leur enthousiasme dans les couloirs, et d'autres du CRA2 sont sortis en masse dans la cour dès qu'ils nous ont entendu arriver. Vers la fin du parloir, ils ont même entonné une chanson - en l'écoutant on a pu sentir la force des liens qui se sont tissés par la lutte à l'intérieur ces derniers temps.

Après quelques minutes de ces échanges, les flics sonnent l'alarme, braquent sur nous leurs lampes et nous somment de partir. Ce à quoi nous répondons par une autre volée de « Liberté ! ».

Qu'à cela ne tienne, nous reviendrons tant que nous n'aurons pas dansé sur les cendres de rétention !

Et comme le demandent les retenu.e.s de Vincennes : « Libération de tout le monde, tout de suite ! »

MANIFESTATION LE 16 FÉVRIER DEVANT LE CRA DE VINCENNES

Le 16 février, une soixantaine de personnes a manifesté pendant plusieurs heures devant le CRA de Vincennes en criant "Liberté" et en jouant de la musique. En réponse, les prisonniers à l'intérieur ont également manifesté!

Un court récit nous en est parvenu du CRA1, où en ce moment un grand mouvement de révolte est en cours parmi les prisonniers :

Par un copain, on a su que des gens allaient venir manifester samedi. On s'est préparés et quand on a entendu le haut parleur et le tam tam et les gens qui criaient "liberté" on est aussi tous sortis et on a crié liberté. Puis après une heure et demi, on est rentrés, et un peu après les gens sont repartis.

Le lendemain, c'est-à-dire hier matin, ils m'ont mis un vol caché. Ils m'avaient mis un premier vol le dimanche d'avant que j'avais refusé. Je suis sûr c'est parce que j'ai poussé les autres à sortir et crier liberté.

Il y a que le CRA 1 qui est sorti. Les autres étaient pas au courant. Ou ils entendaient pas. Je sais pas trop. Ici la semaine dernière, dimanche, on a fait la grève de la faim. Quasiment tout le monde. Mais après deux trois jours la plupart des gens ont arrêtés la grève car on ne leur donnait rien. On a fait la grève contre les 90 jours. Parce que la nouvelle loi permet qu'on nous garde 90 jours ici. Et ici les gens sont contre ça.

Depuis mon vol caché dimanche je ne mange plus, je suis en grève de la faim.

On doit préciser qu'encore d'autres manifestations ont eu lieu pendant ces deux derniers mois à l'extérieur des CRA, portées par différents collectifs plus ou moins en lien avec les retenu.e.s. Les auteurs.trices de cette brochure ont essayé tout simplement de donner un exemple des liens de solidarité qui se sont formés entre l'intérieur et l'extérieur, en nous concentrant sur les manifestations qui se sont passées en coordination entre les deux.

...

On l'aura bien compris en lisant ces pages, c'est parti pour continuer. *On va finir en reproduisant les communiqués les plus récents des retenu.e.s au moment de l'impression, et l'appel à la manifestation qui aura lieu le 3 mars à Paris. Si nos copain.e.s de l'intérieur sont de mieux en mieux organisé.e.s, la répression à leur rencontre est aussi de plus en plus dure – et ils ont d'autant plus besoin qu'on lutte sans relâche à leurs côtés de l'extérieur !*

COMMUNIQUÉ DU CRA 3 DE MESNIL LE 10/02/19

[NDLR – à ce moment quasiment la plupart des retenus du CRA3 sont maintenant enfermés dans le régime des 90 jours]

Nous sommes au centre de rétention Mesnil Amelot. Nous sommes ici, nous sommes révoltés ! Nous voulons manifester pour que nos droits soient respectés. Pour cela nous avons certaines revendications qui sont les suivantes.

Ici nos droits ne sont pas respectés.

D'abord concernant les décisions de justice, parce que les décisions de justice nous sont toujours défavorables.

Nous n'avons jamais compris la raison pour laquelle c'est comme ça. Car il y a des jours où les retenus passent devant la juge, il y a parfois 20 retenus qui passent devant le tribunal et il n'y a pas une personne qui est libérée. Alors quand nous on voit les retenus revenir dans les centres, nous n'avons même pas un brin d'espoir de sortir d'ici.

Alors c'est pourquoi nous voulons que nos droits soient respectés concernant les décisions de la justice, qu'elles ne soient plus défavorables à notre égard.

Pour chaque retenu qui passe devant les juges, les requêtes sont toujours rejetées de manière systématique. Les dossiers ne sont pas étudiés avec du sérieux, tout est rejeté de manière systématique. Ils ne sont pas traités d'une manière sérieuse.

Vos intérêts requis ne sont pas appliqués.

C'est pourquoi toutes ces choses là, c'est un peu compliqué pour nous.

Et nous ne pouvons pas accepter cela. Car nos droits de défense sont massacrés. Nous pensons que les articles des droits de l'Homme ne devraient pas être massacrés de la sorte. Nous ne sommes pas en prison. Nous sommes en rétention, nous avons le droit à un minimum de confort. Selon la déclaration européenne des droits de l'Homme, nous faisons appel à l'article 6 qui énonce que toute personne a droit à ce que son cas soit entendu devant la justice de façon équitable et impartiale.

Ici nous n'avons pas le droit à des bons plats à manger. Ici la qualité elle est pas appréciable. Il y a un bon nombre de personnes qui sont couchées, qui ont la gastro, et ça nous pensons que c'est la provenance des aliments qui ne sont pas de bonne qualité.

Donc il s'agit de ça. Nous n'acceptons pas de vivre comme ça. Parce qu'en fait nous vivons dans une obligation et dans une contrainte, on nous laisse pas le choix des repas ou le choix de faire nous-même notre propre cuisine. C'est quand même contraire à la déclaration des droits de l'Homme. Nous n'avons pas commis de crime, nous sommes là dans un cas de non régularisation. Donc si on est pas régularisé, ce n'est pas un crime, ce n'est pas comme si on avait détruit le monde. C'est une situation administrative qui peut éventuellement se régler par un retour dans son pays ou par un suivi au quotidien d'une manière un peu correcte. Ça aussi nous n'acceptons pas.

S'agissant des conditions d'accueil dans le CRA, il est dit dans le règlement intérieur qu'une personne au CRA a droit à un lit tout seul et un matelas tout seul. Mais ici, durant leur séjour, il y a des retenus qui dorment par terre, il y a des retenus qui dorment dans le salon, dans la pièce où on regarde la télé normalement, mais ces personnes passent toute leur vie dans cette pièce, car les chambres sont blindées, 3,4,5 par chambre, alors que normalement c'est deux personnes par chambre pour pouvoir profiter de la superficie. C'est ça que nous vivons. Ça aussi nous n'acceptons pas.

Aussi ils ont mis à notre disposition une machine qui change de la monnaie, qui permet de nous rendre la monnaie pour acheter des trucs dans le centre. La machine est en panne depuis longtemps. Et ce n'est pas dans leur projet de la réparer. Ce n'est qu'une machine, c'est éphémère, mais c'est quelque chose en plus de tout le reste dont on a parlé.

Enfin le point des 90 jours. C'est lourd 90 jours, même pour la préfecture, même pour l'administration. C'est la nouvelle loi. Peut être certains et certaines à l'extérieur ne savent pas.

Nous voulons vraiment un changement total dans le CRA !

Aussi il y a les cas des santés de certaines personnes qui sont malades, vraiment malades car le stress, c'est une maladie, nous vivons avec, nous passons le temps avec, et pour les autres maladies, il n'y a pas de médicaments.

Les toilettes ne sont vraiment pas appréciables. Il y a un service de nettoyage, mais il ne passe pas tout le temps. Dans tout le centre, nous avons que deux toilettes donc faut attendre que l'autre soit sorti pour passer après l'autre.

Donc nous réclamons un changement total, au niveau administratif, au niveau de la justice, au niveau du centre, qu'on soit au moins bien traité, que ce soit pris en compte, on ne doit pas se servir de nos erreurs pour nous presser comme des citrons, pour nous faire vivre en cage, pour qu'on serve de cobayes.

COMMUNIQUÉ DU CRA 2A DE VINCENNES 09/02/19

Actuellement à l'heure à laquelle on est en train de vous parler, on est toujours retenus au centre de rétention de Vincennes bâtiment 2A. Nous sommes pour certains des pères des familles, des travailleurs et d'autres avec des projets de mariage.

Ici au centre nous sommes tout le temps menottés lorsque nous avons une visite ou lorsque nous allons au coffre, quand ils doivent nous convoquer chez le juge ou à l'ambassade, nous sommes convoyés dans des véhicules dont on voit même pas l'extérieur. Même à l'intérieur du véhicule nous sommes dans des cages.

Au niveau de la nourriture, nous ne mangeons que pour la plupart du temps des légumes et des pâtes, parfois nous ne connaissons même pas ce que nous mangeons. Concernant le médecin et les infirmières bon ils ne sont pas là en permanence. Le médecin ne fait que des consultations, mais pas de traitements. Les seuls médicaments qu'ils donnent ici c'est dafalgan et un autre pour le sommeil.

Il faut noter également que pour les personnes qui viennent nous visiter, ils les font patienter deux heures de temps. Et parfois les policiers ne sont même pas commodes avec eux. Nous ne méritons pas d'être ici. Nous exigeons notre liberté. C'est un peu ça.

On demande notre liberté. On a souvent des papiers qui attestent qu'on a de la famille ou un toit mais malheureusement on nous libère pas. D'autres dans le même cas on les libère donc on comprend pas.

Et on parle pas dans ce texte des vols cachés. L'isolement ça sert à punir. Quand y'avait les grèves de la faim ils utilisaient ça pour essayer de nous forcer à manger.

Y'a des gens on les envoie pas dans les bons pays. Y'a quelqu'un ils veulent le renvoyer au Panama. C'est pas son pays et y a la guerre là-bas.

Communiqué écrit par des prisonniers du 2A le 09.02.19

APPEL À MANIFESTER LE 3 MARS À PARIS CONTRE LES CENTRES DE RÉTENTION !

Depuis début janvier, un mouvement de révolte se développe dans les centres de rétention. Si les résistances individuelles n'ont jamais cessé, des liens et une organisation collective se tissent aujourd'hui parmi les retenu.e.s pour lutter contre leur enfermement, contre les déportations et contre les violence policières :

- grèves de la faim coordonnées entre les CRA de Mesnil Armetot, de Vincennes, de Oissel, et de Plaisir
- tentatives collectives d'empêcher les déportations à Vincennes
- émeutes à Rennes

Les CRA sont des prisons pour étrangers dans lesquelles l'Etat entasse les personnes sans-papiers pour pouvoir les déporter. Avec les centres d'accueil et autres dispositifs de contrôle, les CRA font partie de la machine à expulser que l'Etat a mis en place depuis des dizaines d'années pour fichier, trier, enfermer et expulser toujours plus.

Pour remplir ces CRA, l'Etat et ses agents organisent de nombreuses rafles aux gichets des préfectures, dans les transports, dans les gares et dans les campements. A Paris, elles ont lieu quotidiennement à la Chapelle, Stalingrad et Gare du Nord.

Des gens s'organisent à l'extérieur en solidarité avec les prisonnier.e.s en lutte, relaient leurs communiqués et font des parloirs sauvages et des rassemblements de soutien.

Alors que la durée de détention en CRA a été augmentée à trois mois, il est important d'être toujours plus présent.e en solidarité avec les personnes enfermées, jusqu'à la disparition des centres de rétention et l'arrêt des rafles.

**RENDEZ-VOUS LE 3 MARS, 14H, A GARE DU NORD
pour une manifestation contre les CRA et les rafles**

